

<http://divergences.be/spip.php?article3718>



Il Les origines de la section israélienne du WRII...

- Aujourd'hui - Juin 2024 - WRI Israel -

Date de mise en ligne : jeudi 9 mai 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Les origines de la section israélienne du WRII remontent aux problèmes de conscience de David Engel, un jeune homme qui a immigré d'Allemagne en Palestine avant la Seconde Guerre mondiale. En 1943, alors qu'il avait environ 18 ans, il a contacté la WRI à Londres pour lui faire part des dilemmes et des difficultés d'un jeune juif échappé d'Allemagne qui refusait de s'enrôler dans l'armée britannique, à une époque où de nombreux juifs de Palestine britannique s'enrôlaient. David Engel a refusé l'incorporation (volontaire) et, en conséquence, a été expulsé du Kibboutz Kfar Ruppin où il vivait ; il a déménagé et travaillé pendant deux ans comme éducateur auprès d'enfants juifs d'origine arabe dans le village de jeunes de Tel Mond, d'où il a été à nouveau expulsé après 1945. Il a ensuite trouvé un emploi en tant qu'agent de probation du gouvernement mandataire britannique.

D'autres objecteurs de conscience de Palestine écrivent au siège de la WRI à cette époque, exprimant leur solitude et leurs doutes : ils sont tous pris entre leur détermination à refuser le service, le malaise de ce choix et la pression sociale : en 1943, depuis Beer Tuvia, Avraham Shimoni avait écrit dans ce sens à Runham Brown, le président de la WRI. Peu après, il parlait de "peu d'objecteurs de conscience en Palestine". En 1946, il écrivait à nouveau sur "les temps difficiles" et "les lourds fardeaux" qu'il avait endurés "parce que je n'ai pas rejoint la Haganah et qu'à ce jour, je persiste dans mon refus".

Le 13 janvier 1946, David Engel annonce au siège de Londres "la formation d'un groupe palestinien du WRI" auquel "environ 40 camarades de toutes les régions du pays ont participé" et l'élection d'un comité formé par Nathan Chofshi, Abraham Lisavoder et lui-même. Après la troisième réunion des 17 et 18 mai, Engel démissionne de son poste de secrétaire en raison de divergences idéologiques sur la question de savoir si l'association doit être sioniste - un point de vue qu'il ne partageait pas et que l'association a adopté - et transmet le témoignage à Abraham Lisavoder. Dans ce premier groupe de CO, nous trouvons également Joseph W. Abileah et Nathan Chofshi, le président de la WRII, les CO les plus connus de ce premier groupe.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L351xH370/ab_ileah-7cd12.png

Joseph W. Abileah

La vie d'Abileah a été racontée dans une étude biographique, dans les articles déjà mentionnés d'Epstein et Hermann, et résumée pour la presse par Akiva Eldar en 2005. Ce n'est pas un hasard, étant donné son rôle central au sein de l'organisation : de 1946 à la fin de 1960, il a été le secrétaire de Haïfa du WRII, puis le trésorier jusqu'en 1961. Abileah céda ensuite le premier rôle à deux membres plus jeunes, Yeshayahu Toma Shik et Amnon Zichrony, mais conserva le second. En ces qualités, il fut pendant plus de 20 ans l'une des âmes et le bras correspondant du WRII. Parmi les divers documents de cette longue correspondance, nous trouvons un bref curriculum : Né en 1905 en Autriche, immigré en Palestine en 1926, diplômé du Collège des Frères (sic), Jaffa, professionnel (violon, alto), a travaillé pour la coopération judéo-arabe depuis l'époque de l'école et s'est opposé à la participation à la guerre israélo-arabe. Membre du WRI-Israël depuis 1949 et du Conseil international du WRI depuis 1957. Abileah lui-même a raconté l'histoire de son passage à la non-violence, puis de son adoption d'un mode de vie à plusieurs reprises : dans la revue *The War Resister*, publiée par le WRI en plusieurs langues (dont l'espéranto) et diffusée dans le monde entier, dans sa correspondance personnelle et, en 1968, dans une lettre adressée au roi Hussein de Jordanie (alors qu'il tentait de faire avancer un projet de confédération du Moyen-Orient pour l'après-1967). 22

À partir de 1936, le choix d'Abileah en faveur de la non-violence est resté ferme et, comme il le dit lui-même, il a eu beaucoup de mal à trouver un emploi. Il refuse alors de rejoindre la "Haganah" et, selon Hermann, il est aussi le premier CO à être jugé par un tribunal militaire pour avoir refusé l'avis de recrutement qu'il avait reçu en 1948, à l'âge de 33 ans. Malgré la guerre, Abileah reçoit une "sentence légère avec des mots durs", comme l'écrit Hermann : "accomplir des tâches qui ne nécessitent pas l'usage de la force et qui n'offensent pas "sa conscience" à un moment où la nation se bat pour sa vie" et payer 50 livres. Comme nous l'apprend une correspondance ultérieure, l'amende n'a jamais été perçue, mais Abileah n'a pas non plus été réformé de façon permanente. En 1949, il informait le WRI que :

II Les origines de la section israélienne du WRII...

quelques jours après la session de la Cour suprême, j'ai été dispensé de toute fonction pour des raisons de santé. Les autorités avaient été informées que j'avais séjourné pendant un certain temps dans un sanatorium pour maladies nerveuses où j'avais en fait été caché par des amis et des parents afin d'échapper à la persécution des terroristes en 1947. Cette information a été prise comme prétexte pour me déclarer malade chronique et régler l'affaire sans perte de prestige. L'amende de 50 LP ne m'a pas été réclamée.

L'affaire est revenue sur le tapis en 1951 :

En ce qui concerne mon refus d'effectuer un service de remplacement au sein de l'armée, je n'ai eu aucun problème personnel jusqu'à présent. L'affaire n'est cependant pas encore définitivement réglée. (...) Je suis susceptible d'être convoqué à une session devant un comité spécial qui décidera si je peux bénéficier d'un service civil de remplacement et, par conséquent, être exempté du service militaire.

Le président du WRII était Nathan Chofshi de Nahalal. Né en 1899, il a émigré de Pologne en Palestine en 1909 ; bien qu'issu d'une famille religieuse, il avait rejoint "Ha-Poel Ha-Tzeir", qu'il a ensuite quitté en 1921 en raison de divergences idéologiques.

Son objection de conscience était un mélange de valeurs religieuses et socialistes/internationalistes ; il appartenait à une génération plus âgée et jouait en partie le rôle de guide théorique/spirituel, faisant souvent référence à des textes sacrés pour inspirer et enseigner aux jeunes générations d'objecteurs de conscience. Comme il l'a écrit :

Le judaïsme (...) n'est ni pétrifié ni figé. Il a de nombreuses nuances, il connaît le ferment et la lutte, (...) il est imbriqué dans l'unité de l'humanité et du cosmos et dans la paix mondiale.

Les nuances et les luttes qu'il a soulignées mentionnent Dieu réprimandant les anges se réjouissant de la noyade des Égyptiens lors de l'ouverture de la mer Rouge ; les rabbins Akiva et Tarfon considérant un tribunal comme meurtrier s'il prononce une condamnation à mort en 70 ans ; Moïse ne combattant les Amorites que lorsqu'ils refusent la paix et "se lèvent pour faire la guerre à Israël" ; les sages du Talmud en tant qu'héritiers des prophètes, et Hillel qui a établi la règle "ne fais pas à ton prochain ce qui t'est odieux à toi-même". "

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L220xH314/magnes-a59a1.png>

Jehuda L. Magnes

Se rapprochant du 20e siècle, Chofshi se réfère à Ahad Ha'Am, A.D. Gordon et Tolstoï. La plupart des CO mentionnés jusqu'à présent étaient également actifs - ou avaient des contacts - avec "Ihud" (Unité), l'organisation créée en 1942 par Jehuda L. Magnes et d'autres anciens membres du mouvement binational "Brit Shalom" (1925-1931)

Cette première période de l'histoire de la WRII a également vu les premiers abandons : soit des Juifs qui étaient CO (ou partisans de la WRI) dans leur pays d'origine mais qui estimaient ne pas pouvoir adopter la même position une fois en Palestine/Israël, soit des membres de l'association qui ont quitté Israël avec leur famille après la guerre de 1948. Un exemple du premier cas est celui de Lola Wegner, juive britannique, membre de longue date de la WRI au Royaume-Uni. Immigrée en Palestine en 1946, elle explique pourquoi elle n'a pas pu rejoindre la future WRI-Palestine :

Je sais que la situation en Palestine, dans sa réalité, ne me permet pas de m'engager pour de bon à renoncer à toute défense possible dans un moment critique. Cela signifierait le suicide pour mon peuple qui ne veut que se construire pacifiquement (...). Je suis prêt, voire désireux, de coopérer avec nos voisins arabes, et la proposition de Magnes (...) m'a semblé juste et raisonnable. (...) Après le massacre de six millions de personnes, ce petit coin, cette

II Les origines de la section israélienne du WRIL...

maison, signifie être ou ne pas être, et aussi, dans un sens spirituel, faire revivre les valeurs d'un ancien peuple (...). Je suis profondément troublé de ne pas pouvoir me joindre à vous. Je sais que vous avez été confrontés au même problème pendant la guerre et que vous y avez répondu différemment.

En 1950, Lola Wegner était abonnée aux publications de la WRI et, dix ans plus tard, elle dirigeait la "Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté" (WILPF, fondée en 1915), dont les groupes "ont été établis dans trois grandes villes". En 1949, il y avait eu une nouvelle baisse du nombre de membres de la WRI et de la WILPF. En 1949, il y a eu un autre abandon, Herbert Leader, qui a immigré avec sa femme et sa fille en Argentine.

En 1950, 50 personnes participent à la conférence nationale du WRIL³² et, comme on peut le lire dans "Haaretz" en 1954, ils sont estimés à environ 100. Le journaliste les décrit comme

d'étranges idéalistes mais d'un niveau moral exceptionnellement élevé (...) prêts à souffrir de grandes difficultés pour leur position. Ils refusent de servir dans l'armée, mais j'en connais qui sont les premiers dans tous les services publics volontaires. Leur refus est fondé sur une conviction profonde et on ne peut pas les prendre pour des gens qui veulent échapper au service par facilité ou confort.

A l'exception de David Engel et de quelques autres, ces premiers CO n'étaient pas antisionistes. Comme nous le verrons, au cours des années 1950, nombre d'entre eux se sont montrés de plus en plus critiques à l'égard des politiques de l'État en matière de législation sur la citoyenneté, des réfugiés palestiniens et de la militarisation progressive du système éducatif. Néanmoins, la plupart d'entre eux soutenaient l'idée d'un État-nation juif ; les paroles de Lola Wegner parlent d'elles-mêmes. La Shoah et la guerre de 1948, qu'ils ont douloureusement comprises en termes existentiels, étaient trop proches pour remettre en question le type d'implications ethno-politiques qu'une telle idée nationaliste pourrait avoir à long terme.

Compte tenu de ce petit nombre, il n'est pas surprenant que ce groupe soit resté inconnu après sa création. Le WRIL est resté discret au sein d'une société qui célébrait les vertus militaires en partie par idéologie et en partie par nécessité, et il était plus naturellement lié au quartier général de Londres qu'aux partis et groupes politiques israéliens existants. Le petit "Ihud", que les CO considéraient comme plus proche de leur vision politique, constituait une exception. Sur le plan politique, le WRIL n'a pas réussi à faire inclure le droit à l'objection de conscience dans la loi de 1949 sur le service national, qui établissait le service militaire obligatoire pour les citoyens masculins et féminins.³⁴ En 1951, Abileah a publié un rapport :

Tous les efforts pour faire reconnaître légalement le droit à l'objection de conscience (...) sont restés vains jusqu'à ce jour et, bien que l'attitude du gouvernement à l'égard des objecteurs de conscience soit de loin plus tolérante, toute base de reconnaissance légale fait défaut et dépend, pour le meilleur ou pour le pire, de la bonne volonté du gouvernement. La position juridiquement instable plane comme une menace constante au-dessus de la tête de nos amis, et ils peuvent être arrêtés n'importe quel jour et n'importe quelle heure.

En avril 1957, Abileah écrivait encore :

Il n'est pas envisagé de fournir une protection juridique aux CO masculins ; le ministre de la défense a cependant le pouvoir de libérer ou de transférer les hommes vers des fonctions de non-combattants, à sa convenance, à condition que la position soit prise lors de l'enrôlement.

Si nous considérons la société civile comme l'un des sites où le pouvoir de l'État et des institutions est négocié et parfois réadapté, nous pouvons conclure que le WRIL, en tant que représentant d'une société civile embryonnaire au cours des premières années d'Israël, n'est pas parvenu à faire reconnaître ses revendications. Pourtant, l'expérience

II Les origines de la section israélienne du WRII...

de ces premières années (et de ces tout premiers CO) semble dessiner un tableau dans lequel les institutions de l'État n'ont pas adopté une politique punitive contre l'objection de conscience en soi, contrairement à plusieurs autres pays.³⁷ Chaque cas était évalué individuellement et, en règle générale, le service non-combattant (militaire), et éventuellement civil, était accordé en remplacement. Comme nous le lisons dans l'une des nombreuses lettres qu'Abileah a envoyées au WRI pour décrire la situation des CO israéliens, en 1950, environ 20 membres du WRII ont demandé à être exemptés du service militaire, mais ce n'est qu'après l'intervention personnelle du secrétaire de Tel-Aviv, le Dr E. J. Jarus(lawski), qu'on lui a "promis qu'un comité serait formé pour examiner chaque cas séparément et prévoir un service alternatif au sein ou en dehors de l'armée, selon le cas".

Comme nous le verrons plus loin, les réponses des CO individuels variaient, étant donné la nature différente du service alternatif proposé, non combattant ou civil ; des périodes de réclusion sévère ont été appliquées aux CO refusant l'un ou l'autre, ou les deux. Dans de tels cas, le WRII - puis le WRI - sont intervenus. Ce qui semble crucial dans le processus, c'est de déclarer son objection de conscience avant le recrutement et non après la conscription. Les autorités avaient fait preuve de tolérance à l'égard d'Abileah entre 1948 et 1951, car elles pouvaient se permettre quelques CO dans le cadre de la levée en masse de cette période. Pour d'autres cas - Nathan Chavkin, David Kremer, Meir Lissai, Michel Posner, Michel Rubinstein (1951), David Almaliah (1952), Chava Bloch, Baruch Friedman, Michele (Michael) Tagliacozzo, Itzhak Weiss (1953) pour ne citer que quelques noms - le service civil alternatif était généralement négocié individuellement avec les autorités. Cependant, comme le montre l'exemple ci-dessous, face à des individus qui s'opposaient après le recrutement, l'IDF et les autorités étaient beaucoup moins tolérantes.

[Lire la suite](#)